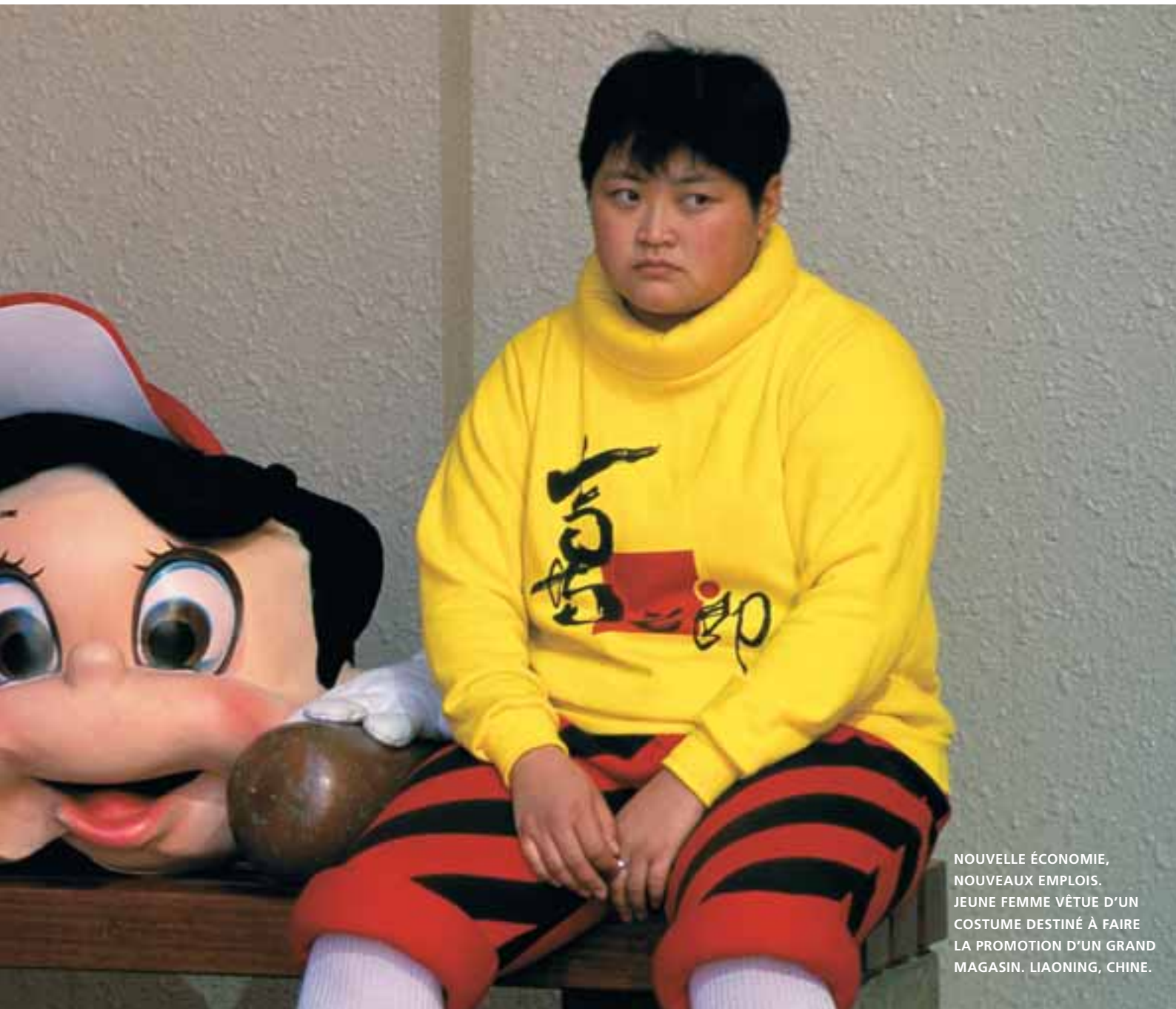


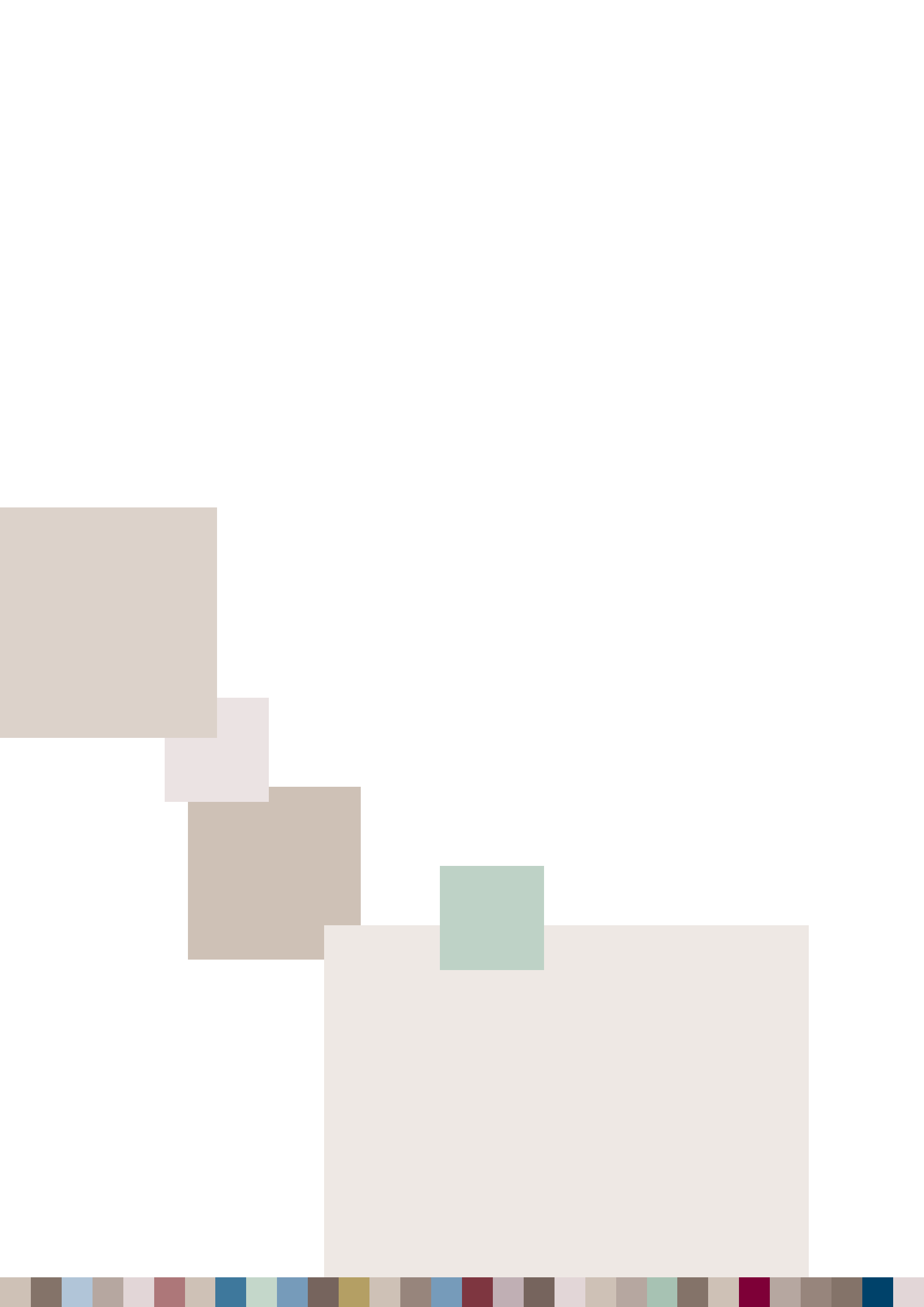


Section 1

Macroéconomie, bien-être et égalité des sexes



NOUVELLE ÉCONOMIE,
NOUVEAUX EMPLOIS.
JEUNE FEMME VÊTUE D'UN
COSTUME DESTINÉ À FAIRE
LA PROMOTION D'UN GRAND
MAGASIN. LIAONING, CHINE.



Au cours de ces vingt dernières années, les politiques économiques se sont caractérisées par une volonté d'intégration accélérée dans l'économie mondiale ("mondialisation"), qui s'accompagne habituellement d'une plus grande libéralisation économique, tant à l'échelle internationale qu'au sein des économies nationales. Les institutions qui prônent la libéralisation économique—les institutions financières internationales (IFI) et l'Organisation mondiale du commerce (OMC)—s'inspirent en général de la pensée néolibérale et de la philosophie du marché ; elles considèrent que l'élargissement et l'approfondissement des marchés mondiaux, associés au désengagement de l'État, sont dans l'ensemble souhaitables du point de vue de l'efficacité économique, de la croissance et même du bien-être des populations. Les économistes hétérodoxes, eux, considèrent que l'État doit intervenir pour réguler le marché, stimuler la croissance économique, faciliter la transformation structurelle et élever le niveau de vie des populations. Pour certains, l'exemple de l'Asie de l'Est—croissance économique rapide, industrialisation et répartition relativement égalitaire des revenus—prouve la nécessité d'interventions énergiques, dans le champ de la politique industrielle en particulier. Quelles sont les incidences de ces conceptions différentes du développement, à savoir la libéralisation prescrite par les IFI et l'encadrement des marchés pratiqué en Asie de l'Est, sur les femmes et l'égalité des sexes?

Le premier chapitre de cette section, qui est intitulé "La libéralisation et la déréglementation favorisent-elles l'égalité des sexes?", passe en revue les grands paramètres de la politique macroéconomique à l'ère de l'intégration économique mondiale. Il analyse ensuite les divers éléments qui composent le programme néolibéral: libéralisation commerciale et financière, mesures macroéconomiques déflationnistes, modération budgétaire et privatisation. Le deuxième chapitre, intitulé "Libéralisation, marchés du travail et acquis des femmes: Un bilan contrasté", évalue les principaux effets de ces politiques sur les femmes et la recherche de l'égalité des sexes. Enfin, sous le titre: "Consolider les acquis des femmes: Diversifier les moyens d'action", le troisième chapitre analyse l'évolution de la situation des femmes en fonction d'indicateurs plus vastes que les statistiques des revenus et des salaires, puis propose une réflexion sur les changements à apporter aux politiques macroéconomiques pour améliorer la qualité de vie des femmes et promouvoir l'égalité des sexes.





Chapitre 2

La libéralisation et la déréglementation favorisent-elles l'égalité des sexes ?

Depuis une vingtaine d'années, l'approche macroéconomique et le degré de libéralisation souhaitable de l'économie—internationale et nationale—ou, au contraire, d'intervention de l'État et de régulation du marché, donnent lieu à de vives controverses. La libéralisation a eu des effets décevants sur la croissance économique; en outre, faute de mesures sociales et de filets de sécurité efficaces, elle a fait sombrer des millions de personnes dans la pauvreté et le chômage. C'est pourquoi de plus en plus de voix réclament une intervention de l'État et des mesures redistributives, à la fois pour remédier à la misère sociale et pour rétablir l'égalité dans l'équation politique.

Les débats sur le commerce et les mouvements internationaux de capitaux, les restrictions monétaires et budgétaires et d'autres aspects aussi importants que la privatisation des services de protection sociale, ont accordé très peu d'attention aux problèmes spécifiques des hommes et des femmes. Néanmoins, des économistes féministes ont analysé dans le détail les effets des tendances et des politiques macroéconomiques actuelles sur les femmes et l'égalité des sexes. Leurs conclusions seront examinées dans les deux chapitres qui suivent, après une introduction générale sur les grandes questions que soulève la politique macroéconomique.

LIBÉRALISATION ET MONDIALISATION

Le projet néolibéral qui s'est imposé au début des années 1980 se fonde sur l'idée que les meilleurs moyens d'améliorer la qua-

lité de la vie sont de réduire le rôle de l'État et de libérer l'esprit d'entreprise afin d'atteindre l'efficacité économique et d'accélérer la croissance. Certains gouvernements, notamment ceux des États-Unis, sous la présidence de Ronald Reagan, et du Royaume-Uni, sous la direction de Margaret Thatcher, ont adhéré de leur plein gré à ce projet. En revanche, beaucoup de gouvernements du Sud ont été contraints de l'appliquer pour pouvoir obtenir des prêts supplémentaires du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale, dans le contexte de la crise de la dette du début des années 1980.

La crise de la dette était elle-même une conséquence du néolibéralisme. Elle a été provoquée par les décisions prises dans les années 1970, pour répondre aux chocs pétroliers de 1973 et 1979. L'une des possibilités était de recycler l'énorme excédent de réserves monétaires des pays exportateurs de pétrole dans les pays importateurs, par le biais d'un mécanisme de financement souple du FMI. Or le recyclage des pétrodollars a surtout été effectué par le biais du marché financier international privé, en création cette époque. Les banques des États-Unis, de l'Europe et du Japon en tirèrent des profits énormes. Mais ce marché international s'est révélé très différent du marché concurrentiel décrit dans les manuels d'économie néoclassique. Les banques privées prêtèrent sans compter aux gouvernements souverains. L'endettement dû à ces prêts libellés en dollars atteignit son paroxysme au début des années 1980, lorsque que Paul Volker, Président de la Réserve fédérale, releva brusquement les taux d'intérêt pour maîtriser l'inflation aux États-Unis. Cette augmentation des taux d'intérêt associée à l'endettement a produit la crise de la dette.¹ Les observateurs

critiques ont eu beau répéter que les hausses du cours du pétrole et la crise de la dette étaient des problèmes collectifs qui devaient trouver des solutions équitables pour tous les pays, leurs mises en garde n'ont pas été entendues. Ainsi la crise de la dette du début des années 1980 a-t-elle fourni à Washington la première occasion d'imposer toute une série de nouvelles politiques économiques internationales, par le truchement des institutions de Bretton Woods, renforcées depuis 1994 par les Accords du Cycle d'Uruguay, signés sous l'égide de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Les politiques macroéconomiques néolibérales

La caractéristique fondamentale de l'optique néolibérale est la déréglementation des marchés financiers et des marchés du travail. Prenons tout d'abord les marchés du travail : dans cette optique, ils doivent être extrêmement flexibles pour garantir aux entreprises nationales et transnationales la plus grande marge de manœuvre possible dans un environnement commercial et industriel soumis à des fluctuations rapides de demande de produits. Cependant, il serait faux de penser que toute réglementation est exclue puisque cela engendrerait l'anarchie.² Par conséquent, contrairement à ce que prétendent les néolibéraux, la déréglementation ou libéralisation des marchés a en réalité consisté à édicter une réglementation nouvelle ou reréglementation propice à la mise en place d'une stratégie particulière d'intégration économique mondiale, inspirée par les IFI. Ces formes nouvelles de réglementation tendent à renforcer le pouvoir des entreprises privées et à minimiser l'importance relative accordée aux intérêts de la société dans son ensemble.

La mondialisation récente a entraîné la libéralisation des échanges internationaux de biens et services, d'une part, ainsi que des flux de capitaux internationaux (investissements étrangers directs, investissements de portefeuille, prêts bancaires). Elle a aussi donné naissance à une nouvelle réglementation, souvent standardisée, dont le but déclaré est de garantir des conditions identiques pour tous. Le nouveau régime des droits de propriété intellectuelle est l'un des exemples de reréglementation

conçue pour servir les intérêts commerciaux. Les accords de l'OMC renforcent les droits des entreprises dans des secteurs tels que celui des produits pharmaceutiques et confèrent ainsi un droit de monopole aux entreprises multinationales, ce qui explique, dans ce cas, la cherté des médicaments essentiels. C'est une question qui a été soulevée à propos des traitements du VIH/sida, par exemple, et qui a des conséquences particulièrement graves pour les femmes de l'Afrique subsaharienne, dont le taux d'infection est élevé et dont la vie, ainsi que celle de leurs enfants, est en péril.

Le programme néolibéral prône également la rigueur monétaire et budgétaire, estimée nécessaire pour maîtriser l'inflation et attirer ainsi des capitaux mobiles. La raison en est que l'inflation érode le rendement des investissements financiers et que des taux d'inflation élevés risquent de décourager les investisseurs au lieu de les attirer ; et comme les déficits budgétaires sont réputés favoriser l'inflation, la réduction des dépenses publiques est considérée comme un excellent appât.

L'incitation à la libéralisation des relations économiques internationales, dont il a été question plus haut, ne s'est pas accompagnée d'une volonté équivalente de libéraliser les mouvements transnationaux de travailleurs. L'explication donnée est qu'un régime commercial libéralisé et générateur d'emplois peut réduire la pauvreté si les pays concernés se spécialisent dans la production de biens nécessitant beaucoup de main-d'œuvre.

Les néolibéraux admettent que la montée de la concurrence nationale et l'ouverture des économies aux échanges internationaux et aux capitaux étrangers risquent de provoquer des chocs internes et externes dans les pays en développement et d'engendrer une certaine instabilité financière et économique. Cependant, ils font valoir que la plus forte croissance économique ainsi obtenue et la création d'emplois qui l'accompagne, permettent de remplacer les emplois détruits et que des filets de sécurité sociale réduits au minimum suffisent pour remédier aux accidents de parcours.

Pour ce qui est de la condition féminine, l'opinion néolibérale, à laquelle adhère la Banque mondiale en particulier, est que le modèle macroéconomique néolibéral favorise l'égalité des sexes.³ Cette opinion repose sur la démonstration suivante : la libéralisation du marché stimule la croissance du produit

intérieur brut (PIB), il y a une corrélation entre l'accroissement des revenus et l'amélioration de l'accès des femmes à l'instruction et à l'emploi et, partant, plus grande égalité des sexes. Conclusion: la libéralisation du marché est en soi favorable à l'égalité des sexes. Cette thèse reste à vérifier et nous verrons, dans la suite du présent chapitre et dans le suivant, que les données disponibles ne la corroborent pas.

L' "encadrement" des marchés

Alors que les néolibéraux insistent sur l'importance de la libéralisation pour stimuler la croissance et donc améliorer les conditions d'existence, certains pays se sont engagés sur la voie de la croissance et du développement sans suivre la prescription néolibérale, c'est-à-dire en encadrant les marchés. Il s'agit de plusieurs pays d'Asie, dont la République de Corée, la province taïwanaise de la Chine, la Chine et dans une moindre mesure l'Inde et la Malaisie. L'approche macroéconomique de ces pays peut être qualifiée d'"hétérodoxe" en ce sens que les gouvernements veulent réguler les marchés par des interventions stratégiques dans le but de favoriser la croissance et le développement. Certes, la démarche n'a pas été identique pour tous, mais tous ont à un moment ou un autre réglementé plus ou moins strictement les taux de change, les flux financiers, les échanges internationaux et les investissements étrangers directs pour permettre aux entreprises nationales d'acquérir des technologies et le savoir qui les accompagne.⁴

Bien que l'industrialisation et les bons résultats économiques de ces pays soient antérieurs à la mondialisation, leur réussite est aujourd'hui invoquée pour justifier le bien-fondé du projet néolibéral.⁵ Dans cette réinterprétation "après coup" de modèles de développement qui ont fait leurs preuves, le rôle central de l'intervention de l'État et de l'encadrement des marchés est passé sous silence. En effet, les pays en question ont eu recours à l'intervention de l'État pour aider les entreprises nationales à "rattraper" le niveau des pays industrialisés, ce qui a fortement dynamisé la croissance interne. Les investissements étrangers directs (IED) ont été réglementés de façon à accroître la productivité et la compétitivité et à obtenir le maximum de

retombées pour les autres branches d'activité nationales, aidant ainsi le pays à développer progressivement son industrie mais en laissant le gouvernement piloter le processus d'industrialisation. L'exemple emblématique de cette démarche est celui de la République de Corée qui, à la fin des années 1970, a autorisé les entreprises multinationales à investir dans le secteur de l'électronique, à l'exclusion des autres secteurs.⁶ Dès que le pays eut acquis une capacité technologique suffisante, les IED furent à nouveau restreints. La Chine agit de la même façon aujourd'hui: le gouvernement limite les IED aux branches qu'il désire développer.

En outre, beaucoup de ces pays n'ont libéralisé le commerce que dans une optique stratégique, interdisant par exemple l'importation de biens de consommation et en particulier des produits de luxe, pour économiser des devises et doper la demande intérieure. Les néolibéraux ont qualifié ces mesures de protectionnistes et d'inefficaces mais, en réalité, il y avait souvent un donnant-donnant: les entreprises nationales devaient remplir des objectifs en matière d'exportation et d'investissement en échange de subventions et de la protection à l'importation.⁷ C'est pourquoi, la protection de l'industrie n'a pas bloqué le changement structurel, comme ce fut le cas ailleurs. Des mesures protectionnistes ont également été appliquées pour amortir les effets du changement structurel afin de permettre aux entreprises de conserver un niveau de revenu suffisant le temps qu'elles se modernisent. De plus, ces mesures protègent indirectement les salaires, ce qui crée une situation bien différente de celle des pays qui ont adhéré à un néolibéralisme pur et dur, dans lesquels le changement structurel engendre parfois une perturbation de l'économie et des pertes de revenu pour les travailleurs.

Les économies asiatiques ont aussi posé des limites plus ou moins strictes à la libéralisation financière. Par exemple, la Chine maintient l'inconvertibilité de sa devise, le yuan, pour la protéger de fluctuations rapides qui pourraient déstabiliser l'économie nationale, tout en conservant un taux de change favorable pour stimuler les exportations. La Malaisie a, elle aussi, pratiqué une politique d'intervention, particulièrement énergétique au lendemain de la crise financière asiatique, époque à laquelle elle a temporairement rétabli les restrictions aux mouvements de capitaux pour maintenir la valeur de sa monnaie

nationale et ne pas être obligée de relever considérablement les taux d'intérêts. De l'avis général, c'est grâce à ces restrictions que la Malaisie a mieux résisté que d'autres à la crise financière et s'en est ensuite remise plus rapidement.⁸

Ainsi, ces pays ont cherché à diversifier leurs moyens d'action dans l'intention de favoriser la croissance nationale, d'acquiescer la compétitivité nécessaire pour rivaliser sur le marché mondial et d'atténuer les fluctuations de l'économie. On peut dire qu'ils pratiquent une ouverture économique stratégiquement pondérée, c'est-à-dire encadrée, adaptée à leurs objectifs nationaux d'industrialisation et de croissance stable, tout en cherchant à acquiescer des technologies de pointe. De cette façon, beaucoup d'entre eux ont réussi à orienter leur industrie vers une production plus capitaliste et de haute technicité, et ainsi à augmenter le revenu par habitant. Grâce à cette stratégie, ceux qui se sont industrialisés les premiers, à savoir la République de Corée, la province taïwanaise de la Chine et Singapour, ont échappé aux inconvénients de la concurrence de plus en plus âpre que se livrent les pays exportateurs à bas salaires sur un marché étroit. Leur industrie est en effet suffisamment développée pour leur permettre d'affronter la concurrence sur des marchés de produits plus élaborés.

Chacun de ces pays a adopté une démarche différente et souple pour parvenir à la croissance et au développement mais tous ont une caractéristique commune avec ceux qui ont adopté une politique néolibérale: leur insertion croissante dans l'économie mondiale. Cette insertion est d'ailleurs un excellent moyen d'accroître la productivité nationale. Toutefois, l'ouverture de beaucoup de ces pays, et en particulier de la province taïwanaise de la Chine et de la République de Corée, a été stratégiquement planifiée; elle ne résulte pas d'une libéralisation tous azimuts. A noter cependant que nombre d'entre eux ont tendance à adopter le modèle néolibéral, soit de leur propre chef soit parce que la crise financière asiatique les y a obligés ou pour cause d'autres impératifs politiques. Par exemple, le FMI a poussé la République de Corée à adopter la formule de la banque centrale indépendante après la crise, ce qui limite la possibilité d'utiliser les prêts sélectifs et le crédit subventionné pour stimuler l'industrialisation et la croissance. Les États-Unis font actuellement pression sur la Chine pour qu'elle réévalue sa

monnaie et la province taïwanaise de la Chine a décidé de libéraliser les flux d'IED.

S'ils se sont montrés disposés à intervenir pour promouvoir la croissance de la productivité et obtenir ainsi une croissance vigoureuse de leur PIB, ces gouvernements n'ont généralement pas manifesté le même enthousiasme pour la recherche de l'équité. Dans certains cas cependant, ils ont pris des mesures dans ce sens, considérant que la redistribution était nécessaire pour stimuler la croissance. En République de Corée, par exemple, la réglementation des salaires a été utilisée pour relever les salaires des travailleurs qui n'avaient pas un pouvoir de négociation suffisant pour obtenir des augmentations correspondant à l'amélioration de leur productivité.⁹ Cela montre que croissance et équité peuvent aller de pair et que les moyens mis en œuvre pour parvenir à ce résultat varient selon les pays, leur structure économique et leur histoire. En République de Corée et dans la province taïwanaise de la Chine, les hommes au moins ont fait l'expérience de la croissance tirée par les salaires, les augmentations de salaires stimulant la productivité et la croissance économique et permettant ainsi d'obtenir des fonds pour financer des dépenses sociales qui ont favorisé l'équité.

Toutefois, la croissance n'a pu à elle seule combler les écarts entre les revenus et les niveaux de vie des femmes et des hommes.¹⁰ Il y a à cela plusieurs raisons. L'une d'elle est que les femmes sont généralement exclues des industries de pointe et n'ont accès qu'à des postes qui ne leur offrent guère de possibilités d'améliorer leurs conditions d'emploi et leur protection sociale. De ce fait, elles se trouvent en position de faiblesse pour négocier une meilleure répartition des ressources et des tâches au sein du ménage. L'exemple de l'Asie de l'Est prouve en effet que la croissance peut élever le niveau de vie global mais n'entraîne pas automatiquement la réduction des inégalités, et encore moins des inégalités hommes-femmes (voir les chapitres 3 et 4).

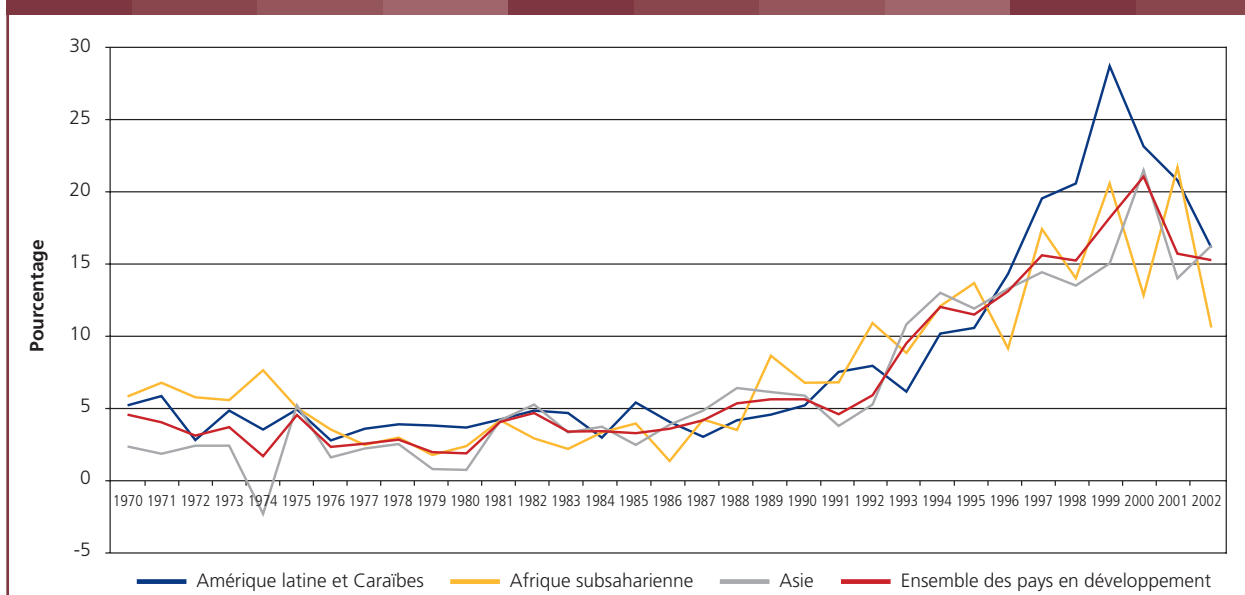
CONSÉQUENCES MACROÉCONOMIQUES DE LA MONDIALISATION

Au cours de ces 20 dernières années, les politiques qui ont contribué à la mondialisation ont sensiblement modifié plusieurs variables macroéconomiques. Les transactions transfrontalières, mesurées d'après la part des IED, des mouvements de portefeuille et du commerce des biens et services dans le PIB, ont augmenté et sont même montées en flèche dans certains cas.¹¹ Bien qu'ils soient plus difficiles à calculer avec précision, les flux financiers aussi ont effectué une ascension spectaculaire. Déjà en 1994, les flux bruts de capitaux étrangers à destination des pays en développement avaient augmenté de 1200 pour cent par rapport à la décennie précédente.¹² Les IED avaient également augmenté. Bien que l'essentiel de ce type de flux aille encore vers les pays développés, la part des économies en développement a progressé. Toutefois, les flux sont inégalement répartis puisque quatre pays seulement—la Chine, le Brésil, Hong Kong (RAS de la Chine) et le Mexique—absorbaient en 2001 environ 60 pour cent de

tous les flux d'IED à destination des pays en développement et en transition.¹³

L'aspect le plus important est sans doute que la proportion des IED dans les investissements des pays en développement a augmenté. Comme le montre la figure 2.1 qui donne la somme des IED entrants et sortants en pourcentage de la formation brute de capital fixe (c'est-à-dire l'investissement). Ce ratio donne une idée approximative du degré de mobilité des entreprises (par opposition à la mobilité des capitaux). En d'autres termes, la somme des flux d'IED entre un pays et un autre est un indicateur de l'aptitude des entreprises à délocaliser dans le cas où la situation du pays dans lequel elles sont implantées remet en question leurs objectifs de profit. La figure montre que la facilité avec laquelle les entreprises changent de lieu d'implantation s'est très considérablement accrue. Cela s'explique en partie par la baisse des prix des communications et des transports, qui facilite le déplacement dans un autre pays de certaines phases ou de la totalité d'un processus de production. La libéralisation des flux de capitaux, facilitée par l'assouplissement des réglementations nationales sur les investissements étrangers, a également joué un rôle à cet égard. Pour ce qui est des effets

Figure 2.1 Somme des IED entrants et sortants en pourcentage de la formation brute de capital fixe (1970-2002)



Source: Calculs effectués d'après CNUCED 2004.

sur les travailleurs, l'un des moyens d'interprétation de ces données consiste à mesurer l'évolution du pouvoir de négociation des entreprises vis-à-vis des gouvernements locaux, des travailleurs et des citoyens. Le comportement de l'indicateur ainsi obtenu est significatif car il reflète le potentiel réel de délocalisation des capitaux et met en évidence la crédibilité de cette menace pour les travailleurs et les gouvernements.

Les politiques néolibérales, et en particulier la rigueur monétaire et budgétaire, ont eu pour effet remarquable de faire baisser les taux d'inflation. Cette baisse a été impressionnante dans plusieurs pays en développement (voir tableau 2.1). Le recul de l'inflation est censé stimuler l'économie dans son ensemble parce qu'il encourage l'investissement, ce qui, associé à la réorientation de la production vers des biens exportables et une moindre intervention de l'État, devrait accroître la productivité, la production et la croissance. Ce sont ces résultats qui sont invoqués pour mettre en avant la réussite des politiques néolibérales. Pourtant, les avantages de la désinflation (obtenue à coups de restrictions monétaires et budgétaires) sont parfois annulés par les effets préjudiciables de celle-ci sur la demande, la production et la croissance globales.

Les données indiquent que le coût en a été considérable et a ralenti la croissance économique dans la plupart des régions (voir tableau 2.2) puisque, hormis l'Asie de l'Est et du Sud, toutes ont vu leurs taux de croissance baisser de 1981 à 2000 par rapport aux deux décennies précédentes. Par conséquent, l'impact de la libéralisation sur la croissance est pour le moins décevant, surtout pour les pays les plus défavorisés. Le ralentissement de la croissance affaiblit gravement l'aptitude des pays à améliorer les revenus et le bien-être de leur population.

Très logiquement, la lenteur de la croissance a restreint les possibilités d'emploi. Les débouchés du secteur structuré étant insuffisants, l'économie informelle, qui offre peu de protection et de sécurité aux travailleurs, s'est développée.¹⁴ De plus, la recherche de la flexibilité a aussi précarisé les emplois du secteur structuré. Les taux de chômage déclaré demeurent élevés, voire vertigineux, dans certains pays en développement. Ils ont également augmenté en Europe et au Japon. Aux États-Unis, les taux de chômage moyens des années 1990 étaient supérieurs à ceux des années 1950 et 1960 et la proportion de personnes

Tableau 2.1 Inflation (prix à la consommation – moyennes décennales)

	1986–1995	1996–2005
Economies avancées	3,6	1,8
Pays en développement	58,0	8,8
Afrique	27,4	12,2
Asie en développement	11,2	4,0
Moyen-Orient	17,7	9,5
Amérique latine et Caraïbes	194,7	9,0

Note: Ces groupements régionaux sont ceux qu'utilise le FMI dans World Economic Outlook (Amérique latine et Caraïbes = l'hémisphère occidental du FMI).

Source: FMI 2004.

Tableau 2.2 Evolution du PIB par habitant, croissance annuelle moyenne en pourcentage (1961–2000)

	1961–1980 (%)	1981–2000 (%)	Evolution du taux de croissance en points de pourcentage
Afrique	1,7	0,3	-1,4
Afrique du Nord	3,3	1,7	-1,6
Afrique subsaharienne	1,1	-0,4	-1,5
Amérique latine et Caraïbes	3,0	0,6	-2,4
Caraïbes	3,2	2,2	-1,0
Amérique centrale	3,1	0,6	-2,5
Amérique du Sud	3,0	0,5	-2,5
Asie	2,7	4,4	1,7
Asie de l'Est	3,1	6,1	3,0
Asie du Sud-Est	3,7	2,9	-0,8
Asie du Sud	1,7	3,5	1,8
Asie centrale et occidentale	2,8	1,1	-1,7
Océanie	2,0	0,0	-2,0
Régions développées	3,2	1,4	-1,8
Europe orientale	10,7	1,7	-9,0
Europe occidentale	3,4	1,9	-1,5
Autres régions développées	3,4	2,3	-1,1
Monde	2,8	1,9	-0,9

Source: Calculs effectués d'après Heston et coll. 2002.

Note: Les taux de croissance régionaux du PIB sont pondérés en fonction de la population.

qui travaillent à temps partiel sans l'avoir choisi a augmenté. D'une manière générale, les emplois salariés se raréfient et deviennent de plus en plus précaires.

Le processus de libéralisation et d'intégration économique a engendré d'autres problèmes graves sur le plan macroéconomique. Les mesures visant à libéraliser les flux financiers ont accru l'instabilité financière. De ce fait, les crises financières se multiplient et sont toujours plus graves, surtout dans les pays à revenu intermédiaire, principaux destinataires des flux de capitaux étrangers. Ces crises pénalisent énormément la croissance et accentuent les disparités de revenus à l'échelon national.¹⁵

Recettes, impôts et dépenses publiques

Depuis quelques années, les budgets sont amputés en raison de la baisse des recettes due à la libéralisation des échanges et à la réduction des droits de douane. De 1970 à 1998, par exemple, la part des impôts commerciaux dans l'impôt total des pays à faible revenu est tombée de 40 pour cent en moyenne à 35 pour cent.¹⁶ Par conséquent, de 1985-89 à 1995-98, le ratio recettes fiscales/PIB a diminué de 3 pour cent en moyenne dans le groupe des pays à revenu intermédiaire (tranches inférieure et supérieure) à la suite de la réforme du commerce. La déréglementation financière nationale, la libéralisation des marchés de capitaux, l'abandon des taux de change multiples et la dévaluation des monnaies ont également privé les gouvernements des pays en développement d'autres ressources.¹⁷ De plus, la priorité accordée à l'investissement privé et les mesures prises pour attirer des IED ont entraîné une baisse du taux d'imposition du capital et les pays ont été obligés de récupérer le manque à gagner en imposant davantage le travail.¹⁸ La charge fiscale a donc été déplacée des détenteurs de capital vers les travailleurs. Mais comme dans de nombreux pays en développement, le volume de l'emploi du secteur structuré est insignifiant alors que l'économie informelle est très développée, la plupart de ces pays ont dû recourir à des taxes sur les ventes et sur la valeur ajoutée, qui sont en général régressives.

Dans plusieurs pays, la réduction des recettes de l'État, due à la disparition de certaines sources de revenu, s'est traduite par

une diminution de la part des dépenses publiques dans le PIB. Les économies ont parfois été réalisées sur les dépenses d'équipement, c'est-à-dire sur l'infrastructure, mais dans certaines régions comme l'Amérique latine et l'Afrique, elles ont aussi amputé les dépenses sociales (santé, éducation, protection sociale et filets de sécurité sociale).¹⁹

Développement humain, pauvreté et répartition des revenus

Si le comportement des fondamentaux macroéconomiques n'est pas beaucoup contesté, la question de savoir si les mesures de libéralisation ont permis d'améliorer le bien-être est, en revanche, plus litigieuse. Le débat est notamment attisé par l'affrontement de conceptions divergentes du bien-être. Les néolibéraux définissent généralement le bien-être et la pauvreté en fonction du revenu dont disposent les ménages et se fondent sur le calcul de la pauvreté monétaire pour évaluer les mesures de libéralisation. Depuis quelques années, ils sont plus disposés à tenir compte des inégalités, à telle enseigne que les économistes débattent actuellement du degré d'équité qu'il faudrait atteindre. Certains affirment que l'égalité (dans le domaine de l'éducation en particulier) est une condition préalable à la croissance. D'autres estiment qu'elle est un facteur de stabilité politique et qu'elle permet d'éviter certains dysfonctionnements de la politique macroéconomique. L'égalité est donc considérée dans une perspective instrumentale, pour ses effets potentiels sur le fonctionnement du marché.²⁰

Ceux qui se placent dans l'optique du développement humain, fondée sur les droits de l'homme, proposent des critères différents pour mesurer le progrès.²¹ Ils considèrent que le développement ne se mesure pas seulement au revenu par habitant mais qu'il doit aussi englober les "capacités" et les "fonctionnements" (espérance de vie et éducation, par exemple) ainsi que les relations de pouvoir, l'inégalité, la dignité et aussi les possibilités et les droits permettant d'exprimer et de réaliser ses choix.²² Tous ces éléments influent sur la liberté des individus et leur aptitude à devenir les artisans de leur propre existence.²³

Même selon les critères monétaires, les effets des politiques de mondialisation sur la pauvreté sont très discutés. La Banque mondiale fonde ses estimations de la pauvreté mondiale sur un seuil de pauvreté absolue de 1 dollar E.-U. par jour, ajusté pour tenir compte des différences de pouvoir d'achat entre pays.²⁴ Sur la base de ce seuil, le taux de pauvreté mondiale est tombé de 32 à 25 pour cent entre 1990 et 1999, soit, en chiffres absolus, une diminution du nombre de personnes pauvres de 1,3 à 1,1 milliard. Toutefois, ce seuil est contesté, certains chercheurs considérant qu'il sous-estime l'ampleur de la pauvreté dans le monde.

Ces chercheurs critiquent la méthode de conversion des monnaies locales en dollars internationaux choisie par la Banque, l'utilisation d'un seuil de pauvreté et les distorsions causées par le cas de la Chine, qui contrebalance les tendances à la stagnation ou à l'aggravation de la pauvreté dans d'autres régions: Afrique subsaharienne, Amérique latine et Caraïbes et Moyen-Orient et Afrique du Nord.²⁵ En outre, le seuil de 1 dollar E.-U. par jour ne rend pas compte de la misère qui sévit dans les pays développés où un revenu insuffisant entraîne l'exclusion sociale et donc la pauvreté.

L'optique du développement humain élargit le champ des données utilisées pour évaluer les conditions de vie et le bien-être. D'après les indications disponibles sur les "capacités" et les "fonctionnements", il semblerait que l'effet des tendances macroéconomiques de ces vingt dernières années soit plus problématique. Par exemple, de 1980 à 2000, certains indicateurs sociaux (mortalité infantile, alphabétisation, espérance de vie et niveau d'instruction) ont progressé moins rapidement que de 1960 à 1980.²⁶ Il pourrait donc y avoir une corrélation, sinon une relation de cause à effet, entre mondialisation et ralentissement du développement humain.

Outre les "capacités" fondamentales, l'approche par le développement humain met l'accent sur l'inégalité comme un important indicateur de bien-être, puisque celle-ci influe sur les relations de pouvoir—et donc sur la répartition des revenus du marché—au niveau de l'État et au sein des ménages. C'est pourquoi, le rapport entre croissance, inégalité et pauvreté a été étudié de très près ces dernières années. Tout porte à croire que les écarts de revenus et de ressources persistent et même se

creusent à l'intérieur des pays, y compris plusieurs pays à croissance rapide (tableau 2.3). Un accroissement des inégalités a été relevé dans un ensemble hétérogène de pays dont la Chine, les États-Unis, plusieurs pays d'Amérique latine et notamment ceux du cône Sud, et plusieurs pays d'Europe de l'Est.²⁷ Cela pourrait expliquer en partie le ralentissement constaté à propos d'autres variables du développement humain. De plus, beaucoup d'observations récentes donnent à penser que les écarts de revenus entre pays ont également tendance à s'accroître, encore que la définition des données et les méthodes de calcul ne fassent pas toujours l'unanimité.²⁸

Pour résumer, les données présentées mettent en évidence le ralentissement des rythmes de croissance tendanciels et la mobilité accrue des entreprises, associés à une plus grande instabilité financière et économique. De plus, l'analyse des indicateurs de développement humain, de pauvreté et d'inégalité suscite de sérieux doutes quant à la question de savoir si, d'une manière générale, les mesures néolibérales et la politique de mondialisation peuvent engendrer le développement social, soit sous la forme d'une augmentation régulière du PIB soit en élevant les niveaux de santé, d'instruction et de sécurité humaine.

Les piètres résultats du programme néolibéral en matière de développement humain ont été imputés à l'affaiblissement de la capacité de l'État à venir en aide aux plus défavorisés et à réaliser les objectifs de développement humain, à l'effet déstabilisateur et démobilisateur des mouvements de capitaux et aux répercussions négatives d'une croissance molle sur l'emploi. Un tel constat donne à penser que le néolibéralisme n'est peut-être pas nécessaire, ni même favorable, à la croissance économique, et qu'un programme plus hétérodoxe, spécialement conçu et adapté à la situation particulière de chaque pays, constitue une alternative possible, au moins pour stimuler la croissance. Pourtant, certains pays qui ont obtenu de meilleurs taux de croissance en appliquant une stratégie hétérodoxe n'ont pas beaucoup plus amélioré un aspect important du développement humain: l'égalité entre sexes. La croissance, des recettes publiques suffisantes et une mobilité restreinte des capitaux constitueraient peut-être une base plus solide à la recherche du bien-être et de l'équité, mais tout aussi insuffisante que la stratégie néolibérale.

Tableau 2.3 Evolution de l'inégalité des revenus dans 73 pays, entre les années 1950 et les années 1990

	Pays				Part de	
	Développés	En développement	En transition	Total	Population mondiale	PIB mondial en PPA
Accroissement de l'inégalité	12: Australie, Danemark, Espagne, États-Unis, Finlande, Italie, Japon, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède.	16: Afrique du Sud, Argentine, Chili, Chine, Colombie, Costa Rica, Guatemala, Hong Kong (RAS de la Chine), Mexique, Pakistan, Panama, Porto Rico, Sri Lanka, Taiwan (prov. de Chine), Thaïlande, Venezuela.	20: Arménie, Azerbaïdjan, Bulgarie, Croatie, Estonie, Ex-rép.youg. de Macédoine, Féd. de Russie, Géorgie, Hongrie, Kazakhstan, Kirghizistan, Lettonie, Lituanie, Pologne, Rép. de Moldavie, Rép. tchèque, Roumanie, Serbie-et-Monténégro, Slovaquie, Ukraine.	48	47	71
Inégalité constante	4: Autriche, Belgique, Canada, France.	10: Bangladesh, Brésil, Côte d'Ivoire, El Salvador, Inde, Indonésie, Rép. dominicaine, Rép.-Unie de Tanzanie, Sénégal, Singapour.	2: Bélarus, Slovénie.	16	29	12
Recul de l'inégalité	2: Allemagne, Norvège.	7: Bahamas, Honduras, Jamaïque, Malaisie, Philippines, Rép. de Corée, Tunisie.	0	9	4	8

Note: Les 73 pays de l'échantillon représentent 80% de la population mondiale et 91% du PIB mondial en PPA.

Source: D'après Cornia et coll. 2004, tableaux 2.7 et 2.8.

Notes

- 1 Loxley 1997; Elson 2002.
- 2 Jomo 2003.
- 3 Banque mondiale 2001a; Dollar et Gatti 1999.
- 4 Amsden 1989; Wade 1990.
- 5 Banque mondiale 1993a.
- 6 Amsden 1989.
- 7 Jomo 2003.
- 8 Stiglitz 2002.
- 9 Amsden 1989.
- 10 Hsiung 1996; Seguino 1997.
- 11 Les chiffres correspondant à ces tendances se trouvent dans différentes parutions annuelles du Rapport sur le commerce et le développement et du Rapport sur l'investissement dans le monde de la CNUCED (voir CNUCED 2004). Pour des données précises sur l'évolution des IED, voir Braunstein 2004.
- 12 Eichengreen et Mussa 1998.
- 13 Braunstein 2004 ; South Center 1997 ; CNUCED 2004.
- 14 Heinz et Pollin 2003 ; BIT 2002b.
- 15 Kirkpatrick 2002 ; Blecker 1998 ; Bhagwati 2002-03 ; Singh 2002.
- 16 Khattry et Rao 2002.
- 17 Grunberg 1998.
- 18 BIT 2004a.
- 19 Khattry 2003.
- 20 Solimano 1998 ; Persson et Tabellini 1994.
- 21 Voir PNUD 2003 : Elson 2002 ; Cagatay et Erturk 2003.
- 22 Les concepts de "capacités" et de "fonctionnements", forgés par Amartya Sen (1985) sont aujourd'hui couramment utilisés (y compris par des auteurs francophones - NDT)
- 23 Sen 1999.
- 24 Banque mondiale 2002 ; Chen et Ravallion 2001.
- 25 Voir, par exemple, Reddy et Pogge 2003 ; Vandemoortele 2002.
- 26 Weisbrot et coll. 2001.
- 27 Cornia et coll. 2003 ; Khan et Riskin 1998.
- 28 Voir Milanovic 2003 et Wade 2001.